



© Patrice Normand

Fabien Truong

Les quartiers populaires, entre sas et nasse

Sociologue, Fabien Truong est professeur à l'université Paris-VIII. Il a suivi le parcours scolaire et biographique de vingt de ses anciens élèves du secondaire en Seine-Saint-Denis, donnant lieu à la publication de « *Jeunesses françaises* », (La Découverte, 2015, 2022).

Pauvreté et violence, éternel cercle vicieux pour les quartiers populaires?

Si l'on parle des violences urbaines qui sont étroitement liées à la pauvreté, on parle peu des trajectoires d'ascension sociale, pourtant très réelles, dans les quartiers populaires et qui rendent justice à l'investissement public (même s'il est de plus en plus réduit), au travail associatif, à la solidarité intergénérationnelle. Dans *Jeunesses françaises*, par exemple, actualisé en 2022, la moitié des jeunes que j'ai suivis, est devenue propriétaire à 30 ans. L'ascension sociale dans les quartiers populaires est un phénomène prégnant qui se développe à bas bruit. On parle bien sûr de temps en temps de Kylian Mbappé ou d'Omar Sy, mais il n'y a aussi jamais eu autant de jeunes qui font des études supérieures dans les quartiers populaires ou qui réussissent à s'insérer, à trouver leur place, même sans faire d'études. Mais il est vrai qu'il est de plus en plus difficile d'y vivre et que les familles qui y sont installées vivent dans des conditions de plus en plus précaires. Les quartiers populaires s'appauvrissent et concentrent de plus en plus de problèmes économiques et sociaux, avec de moins en moins de mixité sociale. Mais ce ne sont pas des ghettos, il y a au contraire une forte mobilité résidentielle : beaucoup de familles arrivent et... déménagent. La

problématique tient souvent en cette phrase : « réussir, c'est partir ». Mais ces flux de départs appauvrissent ces quartiers. Je travaille en ce moment sur une longue enquête ethnographique dans la ville de Grigny, la ville la « plus pauvre de France », avec mon collègue Gêrôme Truc qui paraîtra en 2025. En 10-15 ans, la population a été



« Les quartiers populaires s'appauvrissent et concentrent de plus en plus de problèmes économiques et sociaux. »

quasiment renouvelée et la grande majorité des départs s'explique par le fait que les familles en ascension sociale partent et sont remplacées par des familles plus pauvres et nouvellement arrivées sur le territoire. La colère, la rage des jeunes en juin dernier, après le drame de Nanterre, exprimait aussi en partie cet appauvrissement mécanique, l'impression quand on ne peut pas partir d'être coincé dans une nasse.

Qu'est-ce qui fait que le « sas » fonctionne pour les jeunes ?

Le plus important dans le groupe de jeunes que j'ai étudié, c'est qu'il

a toujours bénéficié d'oreilles enveloppantes. La présence d'adultes, qu'il s'agisse des parents, d'un grand frère ou grande sœur biologique ou générique, de l'école, ou même de la police de proximité qui n'existe plus aujourd'hui. Ceux et celles qui ont cassé dans les quartiers en juin sont jeunes, en pleine construction psychologique et affrontent de plus en plus les inégalités socio-économiques seuls, avec peu de référents enveloppants. Les habitants, les parents qui jouaient ce rôle ont vieilli, les associations ne perdurent pas toujours et il y a moins de présence institutionnelle durable et ancrée. Ce qui est inquiétant par exemple, c'est la disparition progressive des éducateurs de rue, des travailleurs sociaux et de la police de proximité. On est dans la méconnaissance la plus totale du processus éducatif, de la construction de l'adolescence et chaque intervention répressive et non ciblée, chaque raid, laisse des marques très fortes. On n'éduque pas par la peur. C'est pour cela que les familles ont dit en juin dernier : « On condamne fermement les violences urbaines, mais quelque part on comprend la colère ». Si on ne privilégie pas la relation enveloppante à l'adulte, on ne sortira pas de la violence, au contraire. Cela n'a rien de naïf : il y a une responsabilité politique immense à changer de matrice. ■